Bulletin d'histoire politique

La mémoire du Québec sur Internet : Tout reste à faire

Gilles Laporte

Volume 5, numéro 3, été 1997

Mémoire et histoire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063620ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063620ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Laporte, G. (1997). La mémoire du Québec sur Internet : Tout reste à faire.
Bulletin d'histoire politique, 5(3), 24–29. <https://doi.org/10.7202/1063620ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1997

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La mémoire du Québec sur Internet :

Tout reste à faire

...

Gilles Laporte
professeur d'histoire,
CEGEP du Vieux-Montréal et à l'UQAM

Un cliché tenace veut que l'histoire demeure une discipline traditionnelle, fidèle à des pratiques consacrées et plutôt réfractaire à l'usage d'outils et de méthodes novateurs. Qu'on doive ou non l'attribuer à ce préjugé, il demeure que les historiens et les historiennes du Québec en particulier ne tirent pas encore pleinement profit des possibilités qu'offrent les réseaux en-ligne, entre autres d'Internet. Il s'agira ici, en quelques mots, de proposer des raisons à ce retard et de suggérer quelques pistes de réflexion pour assurer la visibilité de l'histoire du Québec sur le réseau des réseaux, Internet, en particulier sur le *World Wide Web*, la plus récente et la plus populaire des interfaces de communication en-ligne. En effet, se posent à prime abord une série de problèmes qui devraient empêcher encore un certain temps Internet de constituer un support efficace à la mémoire du Québec.

1. Premièrement, toutes les communautés nationales ou régionales qui désirent se *retrouver* sur l'autoroute de l'information se heurtent au nouvel espace virtuel. Par sa forme, Internet a créé de nouvelles communautés *a contrario* des communautés géographiquement soudées. Ainsi, des groupes isolés de chercheurs et d'amateurs, dispersés sur la face de la Terre, ont vu décuplées leurs possibilités de communiquer. Des groupes qui s'intéressent à des questions très précises, mais d'intérêt général, comme la philatélie, l'archéologie sous-marine ou la généalogie, etc., en ont rapidement profité pour créer des communautés virtuelles.(1) Les communautés géographiquement identifiées, comme celle du Québec, se dissolvent à l'intérieur de ce nouvel espace. Un internaute de Montréal passera ainsi d'un site basé en

Australie à un autre basé à Saint-Hyacinthe ou en Turquie avec une égale aisance. Comme l'écrit Jean-Claude Guédon, Internet ne permet surtout pas d'entretenir et de nourrir les communautés nationales ou régionales, il a plutôt tendance à atomiser ces communautés par le biais des intérêts individuels au sein d'un vaste village cybernétique.(2)

2. La difficulté à passer du mode d'expression traditionnel des chercheurs à une diffusion sur les réseaux virtuels représente également un problème majeur. Le mode conventionnel de diffusion des connaissances, qui passe par la réalisation de thèses, la publication d'articles et de monographies, leur conservation dans des bibliothèques et leur diffusion lors de colloques, n'est pas compatible avec les impératifs de la diffusion en-ligne. Internet excelle dans la diffusion rapide d'informations d'intérêt général, mais se prête encore mal à la conservation d'informations dans des banques de données qui n'intéressent qu'un public restreint. Internet est adéquat pour diffuser la découverte du site du naufrage de Cavalier de LaSalle en 1682 ou du tombeau d'Alexandre le Grand, mais l'est moins pour rendre compte des modestes et fastidieuses avancées de l'historiographie québécoise(3). Il faut en outre convenir que depuis une trentaine d'années un réseau bien établi, liant les milieux universitaires aux éditeurs traditionnels, aux associations et aux groupes de recherche, s'est mis en place. Détenteur d'un certain pouvoir sur la diffusion de la pensée savante, ce réseau hésite à utiliser les nouveaux canaux développés à l'instar des nouvelles technologies parce qu'il ne les contrôle pas autant.(4)

3. La présence disproportionnée des institutions fédérales sur le Web est à sa manière un problème préoccupant. Depuis au moins trois ans, les grandes institutions fédérales sont les principaux diffuseurs de l'histoire québécoise sur le Web. Des organismes comme Héritage Canada, les Archives publiques du Canada, *Canadian Resources* et des universités et collèges, dotés de budgets spéciaux, comme l'université Carleton, offrent des fichiers de données imposants portant sur l'histoire du Québec(5). Du côté québécois, il n'y a pas de tels efforts qui aient encore été déployés et ce sont encore de courageuses initiatives privées qui assurent la visibilité de l'histoire du Québec d'un point de vue québécois(6). Non pas tant que le traitement de l'histoire par les institutions fédérales soit teinté de partisanerie, mais plutôt que, noyées parmi les données concernant le reste du Canada, le cheminement spécifique de la province est généralement évacué. En guise de comparaison, on retrouve un problème similaire lorsqu'on analyse le traitement des questions québécoises dans les manuels d'histoire provenant du Canada anglais.

4. La rigueur des informations et la qualité de l'expression qu'on retrouve dans les textes diffusés sur le Web posent aussi problème. À la fois parce qu'il ne fait l'objet d'aucun *imprimatur* et à cause de l'impression que tout ce qui est sur le Web doit être vite consommé et vite jeté, on remarque qu'une discipline aussi précise et aussi délicate que l'histoire est souvent malmenée sur Internet. Les chercheurs et les étudiants ont, de fait, de sérieux motifs de douter à l'occasion de la validité des informations qu'ils peuvent y trouver.

5. Les étudiants et les chercheurs en histoire du Québec semblent, jusqu'à maintenant, investir davantage d'espoir dans la technologie des cédéroms que dans celle du en-ligne. Les meilleurs instruments multimédias disponibles sur l'histoire du Québec sont d'ailleurs sur cédérom à l'heure actuelle, qu'on pense à celui portant sur *l'Amérique française: histoire et civilisation*, *Canadisk*, ou *Parchemin* et *Bibliothèque Nationale du Québec*, etc. On note que les producteurs de ces produits n'ont pas, contrairement à la tendance générale, jugé bon de se donner une vitrine sur Internet.(7)

En lançant notre propre site consacré aux Rébellions de 1837-1838 nous poursuivions trois objectifs principaux: d'abord en faire un outil pédagogique où des étudiants pourraient à la fois trouver une source accessible d'information et auquel ils pourraient collaborer à même leurs travaux académiques. Ensuite, offrir au grand public internaute un contenu historique à la fois attrayant et rigoureux; le thème des Rébellions devant, dans notre esprit, susciter la curiosité et l'intérêt d'un public assez vaste. Enfin, proposer un lieu d'échange et de débat pour tous les chercheurs intéressés à cette période de l'histoire québécoise. Mis en place en décembre 1995, puis refondu en août 1996 et en février 1997, le site offre des fichiers sur divers thèmes: des textes d'analyse sur l'économie, la société, la culture et la politique au Bas-Canada entre 1810 et 1840; une chronologie de l'évolution politique entre 1791 et 1840; une carte interactive permettant d'obtenir des informations succinctes sur les lieux d'affrontement en 1837 et en 1838; une courte biographie des principaux leaders patriotes; des documents historiques essentiels comme l'*Acte constitutionnel* ou des extraits du *Rapport Durham*; une bibliographie exhaustive des études sur ce thème; une carte administrative et cadastrale du District de Montréal en 1837 et des liens avec d'autres sites portant sur l'histoire du Québec.

Le profit pédagogique à tirer d'un tel outil est considérable, mais implique de la part de l'animateur des efforts importants et continus. Mes étudiants en histoire du Québec à l'Université du Québec à Montréal ont été invités à réaliser leur propre site intitulé *Ressources en histoire du Québec*: leur mandat

était de rendre disponible sur le Web tout ce que l'*honnête homme* devrait savoir sur l'histoire du Québec. Je les invitai à ne pas se préoccuper des contraintes techniques et surtout à se pencher sur l'organisation des thématiques et de la rédaction de textes courts et accessibles. Les étudiants ont bien saisi le sens de la démarche, mais le fruit de leur travail a plutôt débouché sur un simple dictionnaire biographique des grands hommes et des grandes femmes du Québec, organisé à l'intérieur des découpages classiques: arts et lettres, sciences, affaires, politique, etc.(8) On s'aperçoit ainsi que les étudiants ne tirent pas toujours un grand profit de la liberté qu'on leur offre. Plus récemment, pour un autre groupe, j'ai confié aux étudiants des missions beaucoup plus spécifiques consistant à rédiger de courts textes sur des objets précis, mais toujours dans le cadre d'une démarche collective de diffusion sur Internet et le résultat fut plus satisfaisant. Les étudiants sont donc très motivés par la perspective de voir leurs travaux diffusés sur Internet et sont, par conséquent, plus soucieux de la rigueur de leurs textes. Le coordonnateur doit en revanche s'attendre à accomplir un gros travail d'encadrement, de correction et de traitement technique.

Comme la présence de l'histoire du Québec sur Internet est plutôt déficiente, il fallait s'attendre à ce qu'un site sur les Patriotes rencontre un grand succès auprès du public. Plus de 5 000 personnes ont visité le site depuis son lancement et l'enthousiasme ne s'est pas démenti. Le principal intérêt est que, d'Europe comme de l'Amérique profonde, des gens apprennent des faits historiques qui leur étaient tout à fait inconnus. Un professeur d'histoire de Colombie-Britannique me remerciait ainsi de lui rappeler qu'il n'y avait pas eu une rébellion que dans le Haut-Canada, mais aussi dans le Bas-Canada... L'intérêt est particulièrement vif chez les francophones hors Québec ou exilés aux États-Unis qui m'ont fait part d'un enthousiasme proprement émotif devant cette page d'histoire du Québec.

Pour les raisons que nous mentionnions plus haut, un tel site n'a toutefois pas réussi à susciter l'intérêt des spécialistes de l'histoire du Québec. Il reste à souhaiter que la communauté des chercheurs s'intéressera bientôt à un média qu'un large public ainsi que bien des étudiants tiennent déjà pour acquis. Plus tôt les vrais historiens et historiennes s'intéresseront à ce qui circule sur Internet et plus tôt on pourra en valider les contenus et en faire autre chose qu'un divertissement suspect. Éviter en somme l'erreur qui a peut-être été commise avec la télévision au cours des années soixante qui, boudée par les intellectuels, est devenue l'apanage des professionnels du divertissement.

L'historien qui fréquente l'autoroute électronique ne peut en conclusion souhaiter que trois choses. Premièrement, que les grandes institutions québécoises, gardiennes de la mémoire, l'Institut d'histoire de l'Amérique française, le Centre de recherches Lionel-Groulx, Sites et monuments historiques du Québec, de même que nos départements d'histoire, soient davantage présents sur Internet et que leurs chercheurs acceptent de mettre plus librement en circulation les fruits de leurs travaux. Deuxièmement, que l'on crée un véritable climat de concertation et de collaboration afin de remplacer les initiatives individuelles, courageuses certes, mais parfois étriquées et tendancieuses sur le plan de la rigueur. Troisièmement, que l'on travaille à diffuser de véritables banques de données, contenant des documents entiers, des catalogues d'archives, des annuaires, des données chiffrées, abondantes et fiables, et pas seulement, comme c'est souvent le cas, de simples vitrines annonçant des activités où on finit généralement par lire: pour plus d'information, téléphonez-nous...

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Les sites portant sur la généalogie sont particulièrement nombreux. On en aura une idée en consultant la rubrique qu'y consacre Toile du Québec: http://www.toile.qc.ca/quebec/qcsoc_ge.htm ou le moteur de recherche <http://searches.rootsweb.com/cgi-bin/Genea/rsl>. L'intérêt pour la philatélie n'est pas moins grand. Voir <http://www.execpc.com/~joeluft/resource.html>.
2. Jean-Claude Guédon, *La planète cyber : internet et cyberspace*, Paris: Gallimard, 1996. chapitre 2.
3. L'histoire est ainsi vue à travers le prisme de l'actualité. La découverte du site présumé de l'inhumation d'Alexandre le Grand a engendré l'apparition de quelques sites sur le sujet dont <http://www.wallop.demon.co.uk/alexander/index.htm> et <http://www.mit.edu:8001/people/aaduros/cla.html>. La découverte du lieu de naufrage de l'expédition de Cavalier de LaSalle à la recherche des bouches du Mississippi donne lieu à un site américain intéressant: <http://www.thc.state.tx.us/belle/index.htm>.
4. La plupart des départements d'histoire des universités québécoises sont présents sur Internet, mais leur vocation consiste surtout à présenter les activités et les publications de leurs membres. Pour l'Université de Montréal voir <http://mistral.ere.umontreal.ca/~otisy/Departement.html> et pour l'UQAM, voir l'excellent site animé par Michel Guay: <http://www.unites.uqam.ca/~dhist/version2/homehis.htm>. Il existe également un site canadien, <http://www.msstate.edu/Archives/History/Canada/canada>, qui donne les coordonnées de la plupart des historiens canadiens, classés par champs de spécialisation.
5. Voir <http://www.cs.cmu.edu/afs/cs.cmu.edu/user/clamen/misc/Canadiana/LISEZ.html> qui porte sur l'histoire des communautés culturelles du Canada et qui n'est pas exempt d'une certaine pusillanimité. L'ONF présente ses documents d'intérêt historique en

<http://www.onf.ca/FMT/F/cate/H/Histo-Canad-Pre-1.html>; les Archives publiques du Canada proposent divers documents en gopher://vifa1.freenet.victoria.bc.ca:70/11/archives/history/etext, en <http://www.nlc-bnc.ca/confed/f-1867.htm> et en <http://www.msstate.edu/Archives/History/Canada/canada.html>. Voir également l'excellent site de textes et d'images sur l'histoire du Canada, Canadisk, en <http://schoolnet.carleton.ca/cdisk/CanadiskImages/Categorie.html>. Voir enfin le site de l'Institut canadien de microreproductions historiques, <http://www.nlc-bnc.ca/cihm/icmh.htm>.

6. Les sites gérés par des ministères et organismes du gouvernement du Québec sont encore très peu nombreux. Jusqu'à l'automne 1996, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal animait un excellent site consacré aux enjeux du référendum de 1995 et émaillé de nombreux textes et documents à caractère historique. Voir également sur le modeste site de Statistiques Québec, <http://www.bsq.gouv.qc.ca/bsq/bsq.htm>, des documents d'histoire récentes en <http://www.ncf.carleton.ca:12345/freeport/newspaper/ledroit/services/fmenu> et le Babillard officiel du Québec en <http://www.boq.com>. Une initiative embryonnaire intéressante est aussi en marche avec le Musée virtuel de la Nouvelle-France: <http://web.cmcc.muse.digital.ca/users/bubic/MVNF/Entree.htm>.

7. <http://www.sdm.qc.ca/cd-rom/mscdam10.html>. Pour la liste la plus complète des cédéroms québécois, voir le disque produit par SDM intitulé LOGIBASE en <http://www.sdm.qc.ca/>.

8. On aura une idée du résultat obtenu en consultant <http://www.er.uqam.ca/nobel/k14664/fpaf/desch.htm>.